



COOPERATION CAMEROUN – UNION EUROPEENNE  
CAMEROON – EUROPEAN UNION COOPERATION



Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)  
Montée Zoé, Immeuble Express Union, B.P.: 7199  
YAOUNDE - CAMEROUN



Fixe : +237 222 232 164  
E-mail: [info@cradec.org](mailto:info@cradec.org)  
Site web: [www.cradec.org](http://www.cradec.org)

# RAPPORT

**ATELIER DE LANCEMENT DE L'ACTION :**  
**« RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE BUDGETAIRE POUR LA FOURNITURE DES SERVICES DE BASE DURABLE DANS LE RESPECT DE LA PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT. »**



YAOUNDE, LE 29 MAI 2019



ADIN  
Tél : 677 747 828,  
mail: [martsou@yahoo.com](mailto:martsou@yahoo.com)



AfroLeadership  
BP: 16260 Yaoundé,  
Tel : 699 99 70 93 - 671 05 05 71  
Email : [cmngounou@gmail.com](mailto:cmngounou@gmail.com)  
[info@afroleadership.org](mailto:info@afroleadership.org)



DMJ  
Tel: 242 045 164 - 670 244 740  
BP 31 564 Yaoundé,  
email: [dmj@dmjcm.org](mailto:dmj@dmjcm.org)



• Transparency International-Cameroon (TI-C)  
83, Rue 1839, Yaoundé II, Nouvelle Route Bastos,  
B.P.: 4562 Yaoundé.  
Tel: 653 73 09 82 - 690 98 84 86  
Email : [lucainyassi@ti-cameroon.org](mailto:lucainyassi@ti-cameroon.org)  
ou [lucainyasso@yahoo.fr](mailto:lucainyasso@yahoo.fr)



# Sommaire

SOMMAIRE.....	3
INTRODUCTION.....	5
1. PREPARATION DE L'ATELIER DE LANCEMENT DE L'ACTION.....	6
2. CEREMONIE OFFICIELLE DES TRAVAUX .....	9
3. ANIMATION DES PANELS THEMATIQUES:.....	11
3.1.Panel A.....	11
3.2.Panel B.....	12
4.SYNTHESE / RECOMMANDATIONS / CONCLUSION.....	19
4.1. Synthèse.....	19
4.2. Recommandations.....	20
4.3. Conclusion.....	20
5. ANNEXES.....	21



# Introduction

Le rapport de l'atelier de lancement de l'action « Renforcement de la gouvernance budgétaire pour la fourniture des services publics durable dans le respect de la préservation de l'environnement », portée par le Consortium « Africa Development Interchange Network (ADIN), AfroLeadership, Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ), Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC), Transparency International-Cameroon (TI-Cameroon), retrace la préparation et l'exécution de cette importante activité, programme dans le cadre de la mise en œuvre de l'action.

L'objectif de l'atelier de lancement tel que défini dans le projet vise à d'engager le processus de sensibilisation, de conscientisation, de mise en capacités techniques et opérationnelles et de dialogue des organisations de la société civile et des citoyens sur les faits, tendances et impacts des thématiques sur les objectifs de développement durable.

Plus spécifiquement, il s'agit de :

Présenter le projet dans ses objectifs, les résultats et les changements recherchés et la stratégie de mise en œuvre ;

Expliquer les différentes articulations et interactions des thématiques en vue de l'atteinte des objectifs et

résultats attendus;

Apprécier la perception des thématiques de l'action par les groupes cibles ou parties prenantes et en dégager des synergies.

Le résultat attendu de l'atelier se définit en au moins 50 participants qui sont informés, comprennent et assimilent les objectifs de l'action; les groupes-cibles, les principaux types d'activités, les enjeux et les défis, etc. Les préoccupations et questionnements des participants sont pris en compte et trouvent des réponses.

Une première partie présente les grandes phases de préparation de l'action tant du point de vue technique que du point de vue matériel. La présentation et la validation des outils de travail au sein du Consortium constituent une phase importante dans la mise en œuvre de cette activité.

La seconde partie présente l'exécution de l'atelier en deux phases : une cérémonie officielle essentiellement animée par les responsables politiques du gouvernement et de l'association et une phase en atelier de travail technique animée par les formateurs-experts des thématiques de l'action.

Une conclusion résume l'essentiel des interventions, des échanges en plénière autour des thématiques et une perspective dans la direction de la mise proprement dite de l'action.

# 1.Préparation de l'atelier de lancement de l'action

La mise en route de la préparation de l'atelier de lancement repose sur la planification des activités de l'action telle que définie dans le projet. Pour ce faire, le Consortium a mis en exécution, l'une des dispositions de l'organisation du dispositif de mise en œuvre de l'action. Il s'agit de la notion du Comité de Pilotage (COFIL) de l'action. Le Copil est une instance d'orientation et délibération constitué des membres du Consortium, dans leur statut de responsables politiques des organisations porteuses de l'action. Le Copil s'est élargi aux différentes personnes ressources venant des organisations membres et qui avaient une compréhension de l'action à travers leur participation et contribution dans la phase d'élaboration du projet. Cet instrument a fonctionné tous les vendredis dès 14 heures pour une mutualisation des intelligences et ainsi donner toutes les chances de succès à l'action. Ce travail a consisté à la validation d'une note conceptuelle et la conception et le suivi de la réalisation des documents thématiques et des supports de communication et de visibilité de l'action. On peut évoquer comme support de communication et de visibilité: (i) Un logo qui traduit le mieux possible l'idée de l'action en termes de lutte contre les atteintes à la fortune publique pour un développement équitable, juste et durable, avec le concours des institutions de contrôle de l'Etat, le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif; (ii) Deux (02) banderoles horizontales en anglais et en français de trois mètres sur trois qui valorisent dans leur entête la coopération Cameroun

Union Européenne par la présence de leur drapeau respectif au haut, entre les deux drapeaux un peu en dessous, le logo du CRADEC et son adresse. En haut de page et en grands caractères l'intitulé de l'action, suivi en-dessous de quatre (04) carrés en images matérialisant chaque thématique : (a) Pour les FFI : le message « Arrêtons l'hémorragie : campagne pour mettre fin au flux financiers illicites en Afrique » en français et en anglais; (b) Pour l'ouverture des données de la commande publique dans un contexte de dématérialisation du secteur des marchés au Cameroun : non à la corruption au Cameroun on line ; (c) Pour l'exploitation minière et impacts environnementaux et sociaux sur les communautés riveraines : l'image d'une exploitation artisanale présentant le gravier extrait d'une mine et la forêt dévastée et enfin (d) Pour la contribution des OSC dans la stratégie de mise en œuvre des ODD au Cameroun : l'image d'un marché traduisant l'abondance.

En filigrane au milieu de la banderole le logo de l'action, en bas les quatre résultats attendus et en pied de page les logos des quatre codemandeurs avec leurs adresses respectives ;

Deux banderoles verticales en anglais et en français d'un (1) mètre de large et de deux mètres cinquante ayant les mêmes motifs que les banderoles horizontales ;

Une chemise personnalisée ayant les mêmes motifs que la banderole horizontale en première page de couverture, la deuxième

page de couverture traduit l'intitulé de l'action, son contexte, ainsi que son objectif global et les objectifs spécifiques ou objectifs opérationnels, la troisième page de couverture est vierge, mais laisse entrevoir une poche kangourou pour l'introduction des documents du kit participant, la quatrième page de couverture sur fond des ODD expose les résultats de l'action avec les activités préconisées pour leur atteinte ainsi que les adresses des codemandeurs ;

Un bloc note expose au niveau de la page de garde les motifs de la banderole horizontale et au niveau de la couverture arrière le logo de l'action avec les contacts des cinq membres du consortium responsable de l'action, toutes les pages portent en filigrane le logo de l'action ;

Le papier entête valorise en son entête la coopération Cameroun Union Européenne par la présence de leur drapeau respectif au haut, entre les deux drapeaux un peu en dessous, le logo du CRADEC et son adresse. Sur la page en filigrane au centre le logo de l'action, en pied de page les adresses des quatre codemandeurs ;

Un stylo à bille qui véhicule la coopération entre le Cameroun et l'UE ainsi que la gouvernance budgétaire et le logo du CRADEC.

Ainsi, a pu être conçu le kit du participant fait d'une chemise kangourou contenant le programme de l'atelier, un bloc note, un stylo à bille et les quatre (04) exposés thématiques.

Il est important de souligner tous ces éléments sont le fruit de nombreux échanges avec l'infographe qui devait apporter des arguments techniques sur les propositions faites par le Copil afin d'obtenir des supports de communication et de visibilité à la hauteur des attentes des uns et des autres.

Le choix de la salle devant accueillir l'atelier

aura aussi été une préoccupation, levée par les disponibilités allouées à cette ligne budgétaire et les offres des hôtels : Franco, Falaise et Mérina.

Il aura aussi été question de la sélection des invités à l'atelier de lancement de l'action. Une préoccupation s'est manifestée dans le choix des invités non-résidents à Yaoundé. La décision a porté sur les Collectivités Territoriales Décentralisées Pilotes dans la mise en œuvre de l'action. Pour les participants résidents de Yaoundé, les ministères impliqués dans les questions de gouvernance budgétaire, l'ensemble des institutions de contrôle de l'Etat, les PTF, les OSC, les syndicats et les médias. Il a été enfin question de trouver le ministère qui allait parrainer l'atelier. Trois pistes ont été proposées : (i) MINDEL ; (ii) MINEPAT et (iii) CONSUPE. Et c'est celle du CONSUPE qui aura prospéré au terme d'un travail de suivi formel et informel.

Le Copil entre autre charges devait trouver un modérateur pour l'atelier. Ce dernier a été désigné par la technique du scoring qui a permis d'établir une short liste par nombre de votes décroissant. Ce dernier a été instruit sur les attentes du comité sur son apport, au regard de la conduite des débats pour en tirer le meilleur dans le respect du temps imparti dont la projection était de trois (03) heures au maximum.

Les quatre (04) exposés thématiques n'ont pas été en reste, répartis en fonction des spécialités des codemandeurs :

Transparency International Cameroun (TI) pour les flux financiers illicites (FFI) ;

Dynamique Mondiale Jeune (DMJ) pour la responsabilité sociale des entreprises d'extraction minière ;

AfroLeadership pour la transparence dans la commande publique ;

Africa Development Interchange Network (ADIN) pour la mise œuvre des ODD au Cameroun.

Chaque codemandeur est tenu d'avoir la pleine maîtrise de l'ensemble des thématiques pour pouvoir répondre à toutes les interpellations. Le comité a fait un examen minutieux de tous les exposés, pour s'assurer de la qualité du contenu, et a veillé sur la durée qu'il attendait brève donnant lieu à un temps d'échanges plus conséquent avec les participants.

Le rapportage aura été l'un des derniers points, chaque codemandeur a été tenu de disposer d'un rapporteur pour l'atelier et le comité a désigné un coordonnateur pour s'assurer de la récolte de tous les contours de l'évènement. Ne restait plus que la mise en œuvre de toute cette préparation.

Que retenir de l'atelier de lancement de l'action à l'intitulé évocateur : « Renforcement de la gouvernance budgétaire pour la fourniture des services de base durable dans le respect de la préservation de l'environnement », tenu à l'hôtel Méridia à Yaoundé le 29 Mai 2019.

L'objectif général de cette action est d'œuvrer pour l'amélioration de l'organisation et du fonctionnement du système national de collecte et de l'utilisation des fonds publiques.

Pour atteindre cet objectif général, l'action se

décline en quatre (04) objectifs stratégiques. Ce Mercredi 29 mai 2019, Sous le haut patronage du Ministre délégué à la Présidence de la République chargé du Contrôle Supérieur de l'Etat, qu'accompagnait son SG et ses neufs (09) chefs de département. Il a regroupé une centaine (107) de participants provenant des différents ministères impliqués dans la gouvernance budgétaire en lien avec les thématiques de l'action, des structures de contrôles de l'Etat, des CTD, des PTF, des OSC et des médias. (Cf liste de présence en annexe du présent rapport).

Cet atelier portait sur quatre communications thématiques en rapport avec les quatre (04) objectifs stratégiques :

Lutte contre les FFI : enjeux et défis ?

Comment ouvrir les données de la commande publique dans un contexte de dématérialisation ?

Exploitation minière et impacts environnementaux et sociaux sur les communautés riveraines : à qui profite la ressource ?

Contribution des OSC dans la stratégie de mise en œuvre des ODD : quelle valeur ajoutée ?

Prévu à dix (10) heures, pour des raisons liées à l'ajustement politique des discours pour des raisons d'usage, les travaux débutent à onze (11) heures. Ils portent sur trois articulations principales;

Cérémonie officielle des travaux ;

Panels thématiques de l'action ;

Synthèse/Conclusion/Perspectives.

# 1. Cérémonie officielle des travaux

Les travaux démarrent par l'exécution de l'hymne national du Cameroun, ensuite ponctuée par trois (03) allocutions, à savoir ; le Mot de bienvenue du Président du Conseil d'Administration du CRADEC, l'introduction à la connaissance du projet par le Directeur Exécutif du CRADEC et enfin le Discours d'ouverture de l'atelier par Madame le Ministre Délégué à la Présidence de la République Chargé du Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE).

Dans le Mot de bienvenue, Monsieur le Président du CRADEC a souhaité la bienvenue à tous les participants ainsi qu'aux différentes personnalités et experts. Il a remercié Madame le Ministre Délégué à la Présidence de la République Chargé du Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE) pour sa disponibilité. Il a tenu à rappeler à Madame le Ministre que la plateforme OSC - CONSUPE est l'un des résultats de l'implication et la participation des OSC dans la mise en œuvre des ODD au Cameroun. Par conséquent ce résultat a augmenté la côte de crédibilité du consortium auprès de l'Union Européenne, partenaire technique et financier du projet. Il a émis le souhait de voir une collaboration future s'élargissant à d'autres membres du gouvernement camerounais, soucieux d'accompagner les OSC dans le même esprit, pour qu'ensemble ils puissent construire le Cameroun.

Pour conclure son mot, il a souligné que la vision de l'action s'inscrit en droite ligne avec la vision du gouvernement camerounais de faire du Cameroun un pays uni et émergent dans sa diversité à l'horizon 2035, de l'agenda 2063 de l'Union Africaine et enfin

dans celle de l'agenda 2030 des Nations Unies pour le Développement Durable.

Quant au Directeur Exécutif du CRADEC, il a débuté son propos en interpellant tous les acteurs publics et privés, le projet étant mis sur pied pour réduire l'amélioration de la gestion des finances publiques dans l'optique de la réalisation des objectif de développement nationaux. Aussi, il a tenu à rappeler au distingués participants le rôle de chaque membre du consortium. Pour ce qui est du projet, il est axée essentiellement sur : le Renforcement de la citoyenneté, l'amélioration des affaires et des partenariats public-privé et enfin la lutte contre la corruption.

Comme objectifs il s'agit de :

- Apporter des idées nouvelles pour le renforcement de la collecte et la redistribution de la fortune publique;

- Prévenir les éventuelles et potentielles pertes des recettes fiscales et/ou douanières ;

- Prévenir et réduire les impacts négatifs de l'exploitation minière auprès des populations riveraines ;

- Renforcer la transparence dans le processus de passation des marchés publics ;

- Mettre en application des lois et actes réglementaires dans le secteur de la finance publique en vue de la prévention des atteintes à la fortune publique ;

- Mettre en œuvre et suivre la réalisation des ODD au Cameroun en impliquant les populations à la base à travers les Collectivités Territoriales Décentralisées.

Comme stratégie de mise en œuvre :

L'approche IEC (Information, Education, Communication) est préconisée pour les campagnes d'information et les formations techniques ; Le renforcement des capacités d'animations dans les domaines budgétaires

La réalisation des études, analyses sur les thématiques de l'action ;

Des constructions des cadres de dialogue avec les acteurs influents.

Il a conclu son propos, en recommandant aux uns et aux autres de porter un intérêt particulier à ce projet car dit-il l'union fait la force.

Pour clôturer la cérémonie officielle des travaux, Madame le Ministre Délégué à la Présidence de la République Chargé du Contrôle Supérieur de l'Etat (CONSUPE) dans son discours a tenu à réitérer ses remerciements aux partenaires qui accordent leur soutien à ce projet traduisant ainsi leur engagement de coopération avec le Cameroun. Elle a reconnu la sensibilité et l'attention avec laquelle elle a décidé d'accompagner le consortium porteur de ce projet. Elle a souligné que l'action s'inscrit en

droite ligne avec les objectifs de la plateforme CONSUPE-OSC, et a traduit la volonté avérée de son département ministériel à travailler avec la société civile. Par l'occasion, elle a salué le travail des OSC aux côtés du gouvernement pour la promotion de la bonne gouvernance

Madame le Ministre a souligné que le Flux Financiers Illicites FFI, constituent un défi capital pour le développement sociopolitique du pays. Il est important de noter que les FFI contribuent négativement en appauvrissant le pays. Quant à l'exploitation minière en écart avec la norme environnementale, elle contribue à la dégradation de l'environnement. Avant de terminer son propos, Madame le Ministre a émis le vœu de voir le Cameroun faire une grande évolution pour atteindre l'émergence à l'horizon 2035.

Après la phase protocolaire qui a duré une trentaine de minutes, il y a eu la photo de famille, les interviews avec les médias et le départ Madame le Ministre du CONSUPE et sa suite. Une pause-café a été servie aux participants.

## 2. Animation des panels thématiques

1. Sous la conduite du modérateur Dieudonné DAYZAL, Maire de la Commune d'ATOK dans la région de l'Est, membre de la Plateforme Commune de Travail et de Collaboration (PCTC), les travaux de l'atelier reprennent en deux panels de deux thématiques chacune. Le premier panel a déroulé les thèmes « Flux Financiers Illicites : Enjeux et défis pour la Vision 2035 du Cameroun », par TI-Cameroon (SIMEU Francis) et « Comment ouvrir les données de la commande publique dans un contexte de dématérialisation du secteur des marchés publics », par AfroLeadership (Anicet NKE). Le deuxième panel quant à lui a couvert « Exploitation minière et impacts environnementaux et sociaux des communautés riveraines : A qui profite la ressource ? », par DMJ (Eric Etoga Fouda) et « La contribution des OSC dans la stratégie de mise en œuvre des ODD au Cameroun : Quelle valeur ajoutée ? », par ADIN (Martin Tsounkeu)

### 3.1. Panel A

#### 3.1. A.1 Lutte contre les FFI : Enjeux et défis de la Vision 2035 ?

Les FFI sont tous des fonds reçus, transférés ou utilisés illégalement. Selon certaines enquêtes les FFI représenteraient 50 milliards dollars US par an. Toute chose qui fait des FFI un défi majeur pour le développement de l'Afrique en général et du Cameroun en particulier.

#### Cause des FFI

- Blanchiment d'argent ;
- La corruption ;
- Les exonérations fiscales ;
- L'évasion fiscale ;
- Et la fraude marchande.

#### Facteurs encourageant les FFI

- Mauvaises gouvernance ;
- Faiblesse des institutions de Lutte contre la corruption ;
- L'absence de coordination des interventions des institutions de l'Etat ;
- L'absence des bénéficiaires des projets Bip dans le système de suivi ;
- La non dénonciation des cas avérés, faute de la connaissance du mode opératoire des institutions de lutte contre la corruption.

L'action entend remédier à cette situation par des activités ayant trait à :

- Le renforcement des capacités des parties prenantes sur la lutte contre la corruption, et la promotion de la bonne gouvernance ;

- La conduite de recherches sur les FFI dans les échanges commerciaux ;

- La promotion du dialogue et le débat public sur la prévention des atteintes à la fortune pour une mise en œuvre efficace des ODD.

#### 1.1. A.2 Comment ouvrir les données de la

## **commande publique dans un contexte de dématérialisation du secteur des marchés du BIP au Cameroun ?**

Le secteur du marché public est inconnu et inaccessible à la majorité de la population camerounaise. L'Open Contracting Data Standard constitue un élément significatif pour le partage des informations et l'amélioration de la transparence. L'accès des données au public permettra de partager et d'adhérer à la réutilisation et la redistribution des données/informations. Le système des données ouvertes dans les marchés publics aide le gouvernement et les prestataires à la commande publique de détecter des points faibles dans le système et alerter suffisamment à temps pour réduire les pertes de temps et de ressources consacrés à l'exécution du budget d'investissement public. L'Open Data permet aussi la traçabilité des informations ainsi créant un accès au marché public, facilitant la passation des marchés publics.

Il est important de noter que, le rôle des communes est important dans la passation des marchés publics mais le problème qui se pose généralement est celui de la qualité du personnel dans les CTD dans le processus de passation des marchés publics car il y'a absence de personnel qualifié. Le problème est celui de la non maîtrise des procédures et l'absence de compétence, notamment dans les zones rurales, il y a un réel besoin de formation.

### Les objectifs sont ici de :

Contribuer à l'amélioration de la gouvernance locale et nationale dans le système de marchés publics ;

Promouvoir l'Open Data, y compris dans les Communes;

Proposer de nouvelles ressources pour l'innovation économique et sociale ;

Susciter l'intérêt des acteurs des CTD sur l'importance de l'Open Data.

### Les activités à mener étant les suivantes :

Création d'une plateforme numérique pour le projet ;

Collecte des informations sur tous les marchés dans les secteurs cibles de la zone couverte ;

Traitement des données (mesurer les écarts, faire des analyses et recommandations) sous format convertible ;

Alimentation de la plateforme numérique dans un format pratique et sous forme réutilisable et téléchargeable ;

Former et renforcer les capacités des acteurs sur l'Open Data.

L'orateur finira son propos par la pérennisation du projet et la définition de la notion d'OPEN DATA.

Surviendra la phase des échanges entre les panelistes et les participants. Les questions sont prises en séries de trois, le participant étant prié de se présenter pour faciliter le travail de l'équipe de rapportage. Voici ce que le premier panel a généré comme préoccupations des participants et des éléments de réponses, y afférentes :

Questions	Réponses
Le marché est traversé par une rareté des pièces de monnaie. Ceci peut-il être dû par le phénomène des flux financiers illicites ?	Le transfert des jetons d'argent (si l'on en croit à cette rumeur qui dit que les jetons sont exportés) relève de la fraude, il y a ici un acte contraire à la loi en rapport avec la finance. Il est favorisé par la corruption.
Quelle est la quintessence des marchés publics et la gouvernance budgétaire ?	Pour M.NKE, les gens doivent être sensibilisés : Open Data recouvre toutes les informations pour les rendre accessibles à tous.
Certains pensent que le secteur des marchés publics souffre de lourdeurs dans les procédures. Il serait souhaitable pour plus d'efficacité et d'efficience d'alléger les procédures de passation des marchés. Le défi des OSC réside sur leur incapacité à influencer la mise en place des outils, mécanismes capables de promouvoir la transparence dans la gouvernance dans le secteur des marchés.	
Pour faire preuve d'efficacité dans l'amélioration de la gestion du BIP, le MINMAP publie régulièrement une liste d'entreprises défailiantes dans l'exécution des contrats de marchés. Mais quelle est la garantie que ces entreprises suspendues ne vont pas se représenter avant la fin de leur temps de suspension ?	Ceci constitue une analyse de référence de l'action. Pour avancer dans le sens du respect des engagements contractuels en lieu et place des suspensions qui n'apportent aucune réponse aux attentes des populations en matière des services de base, le projet propose l'introduction de la norme de l'ouverture des données dans le processus des marchés. Les informations vont être regroupées pour être accessibles aux utilisateurs de la plateforme, toutes générations confondues ainsi tous ceux qui seront en possession de ces informations pourront alerter sur des cas susceptibles de porter atteinte au processus normal des marchés.
Comment Open Data s'organise pour ce cas ?	Open Data promeut la transparence à travers le principe de l'ouverture des données accessibles, compréhensibles et réutilisables sur machine. Une opportunité se présente, car la loi portant code de transparence et de bonne gouvernance des finances publiques est déjà promulguée.
Comment provoquer la collégialité des institutions de contrôle de l'Etat ?	

Le rôle du CONSUPE dans la réglementation de la commande publique ?	
Les populations sensibilisées et portées en capacités d'utiliser la norme pour l'ouverture des données seront-elles capables de dénoncer ? Leurs alertes seront-elles prises en considération ?	La plateforme développera des outils à portée des populations pour que leurs plaintes et dénonciations se fassent facilement et avec efficacité. Une fois la sensibilisation réalisée auprès des populations, un outil comme le numéro vert sera mis à disposition. Il permet de passer l'information à l'acteur compétent et le mécanisme de prise en charge est enclenché. Ceci élimine les craintes bien que porteur de risque de délation.
S'agissant des ressources naturelles, l'opacité de la gestion de la redevance forestière dans le département de Boumba et Ngoko est facteur de la corruption. Que faire face à l'inefficacité du comité de gestion ?	Les textes prévoient que 10% de la redevance vont aux populations riveraines, 15% à la commune sur présentation d'un projet. Malheureusement sans trop savoir pourquoi, à ce jour, les 10% sont reversés aux impôts. Ceci est contraire à la loi.
Comment implémenter la transparence même en direction des Communes, car la transparence est un défi commun ?	Le MINMAP a mis en place des outils et a formé les acteurs de la chaîne des marchés publics. Ces outils et supports promeuvent de la transparence pour un système de marchés publics plus efficaces. Le site web <a href="http://www.marchespubliques.com">www.marchespubliques.com</a> est une plateforme où figurent toutes les informations sur les marchés publics ceci se faisant dans le respect des normes et règles de sécurité.

### 3.2. Panel B

#### 3.2. B.1 Exploitation minière et impacts environnementaux et sociaux des communautés riveraines : A qui profite la ressource ?

L'intervenant sur cette thématique a procédé par un questionnaire pour traiter du sujet. Ainsi son exposé commence par le contexte.

#### C'est quoi le problème ?

Il y a une décennie déjà, le gouvernement camerounais à travers son Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE 2010-2020), a adopté une vision de développement à long terme dans lequel le secteur minier a été identifié au nombre de ses piliers de développement. Fort de son potentiel minier, plusieurs actions ont été entreprises par le gouvernement pour saisir

l'opportunité dont mère nature a bien voulu nous gratifier. On peut à cet effet relever de manière non exhaustive :

- Le boom minier qu'a connu le pays de sorte qu'en 2016, à la lecture du dernier rapport ITIE, on comptait 115 permis de recherche, 05 permis d'exploitation, 37 permis d'exploitation de l'eau et 94 permis d'exploitation de carrières. Dans le secteur artisanal, alors qu'on recensait 5775 Autorisation d'Exploitation Artisanale (AEA) en 2014, avec l'interruption de l'attribution des AEA et au regard du Cadastre minier Informatisé, on recense 580 AEA octroyées entre 2015 et 2017 ;

- La réforme du secteur minier ayant abouti à la promulgation de la Loi N°2016/017 du 14 décembre 2016 portant Code minier dont le décret d'application est encore attendu ;

- La promulgation de la loi n°2018/011 du 11 juillet 2018 portant Code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun qui vient entre autres rendre obligatoire la transparence des contrats ;

L'engagement de l'Etat dans des initiatives internationales telles l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) et le Processus de Kimberley visant à améliorer la gouvernance du secteur extractif ;

- La lutte contre les Flux Financiers Illicites à travers notamment le Projet d'Amélioration de la Surveillance du Secteur Extractif (PASIE) ;

- La volonté d'améliorer l'encadrement de la mine artisanale à travers l'institutionnalisation en 2003 du CAPAM et ainsi que le secteur des minéraux de développement à travers le Programme

ACP-UE en faveur des Minéraux du Développement mis en œuvre depuis 2016 avec pour objectif d'améliorer le profil et la gestion des Minéraux de Développement Négligés (minéraux industriels ; matériaux de construction ; pierres de taille, et pierres semi-précieuses, métaux de faible valeur) ;

- L'amélioration de l'information et de la connaissance de notre potentiel à travers le Projet de Renforcement des (PRECASEM) ainsi que le programme de cartographie géologique et géochimique et de mise en place d'un système d'information géologique et minière engagé en 2016 par l'Institut de Recherches Géologiques et Minières (IRGM).

A l'évidence, de grands espoirs se fondent sur ce secteur qui, on se permet de le souhaiter, pourrait constituer une part considérable en termes de contribution au budget national au même titre que le secteur voisin des hydrocarbures (transferts de la SNH) qui, alors que le secteur extractif tout entier représente un apport de 17,96% du total des recettes de l'État au titre de l'exercice 2016, contribue à hauteur de 11,35%, laissant les 6,61% restants aux autres revenus (IS, droit de transit, etc.).

Pourtant, au regard de l'actualité minière des défis restent encore à relever, étant notamment relatifs à : la saisine de l'opportunité que représente le secteur minier notamment en termes de conciliation de l'attraction des investisseurs et d'optimisation des recettes, à la gestion des revenus perçus, à la transparence mais aussi et surtout en termes gestion environnementale et sociale de sorte à avoir un secteur minier qui intègre toutes les dimensions (transparence, changement climatique, inclusion, genre,

éradication de la faim, etc.) des ODD dans lesquels le Cameroun s'est engagé.

En effet, bien que les profits que permet d'engranger le secteur minier soient non négligeables, le prix à payer au niveau local (impact environnemental, perturbations sociales et culturelles) notamment dans les communautés locales pèse très lourd sur la balance d'évaluation de la rentabilité réelle des minerais exploités. Au lieu de voir leurs conditions de vie s'améliorer à la mesure des ressources qui sont extraites et produites de leur sous-sol, non seulement elles ne font que s'appauvrir mais en plus elles n'ont pour héritage que les retombées négatives de la mine. Le secteur minier artisanal et des carrières étant les plus prospères de la mine le démontre aisément à travers certains faits et observations concernant entre autres :

- L'environnement : la presque totalité des exploitants miniers ne font ni les études d'impact, ni la réhabilitation des trous ouverts ; avec pour impact direct la dégradation de l'environnement et du relief devenu désormais néfaste pour les populations riveraines ;
- Les droits des travailleurs en proie à la méprise par leurs employeurs des règles relatives à la santé, l'hygiène et la sécurité ;
- Les conflits sociaux qui naissent du fait de la perte par les populations de leurs espaces sans retombées positives, ni compensations justes le cas de l'altercation entre les chinois et les nationaux qui a causé un mort de chaque côté dans le site de la société Afambé Tamo en 2017 ;
- Questions de genre et du travail des enfants : les sites miniers sont investis par les femmes très souvent accompagnées de leurs bébés et petits enfants alors que des produits chimiques y sont fortement manipulés. En outre, les enfants s'y retrouvent abandonnant l'école pour trouver

de l'or dont la collecte est pénible, ardue et dérisoire.

C'est donc là l'expression du fardeau socio-environnemental que porte le Cameroun dans le cadre de l'exploitation minière ; ce qui vient réduire les avantages tirés malgré l'existence de cadres visant à prévoir, éviter et mitiger ces retombées négatives. Cela laisse entendre une mauvaise gestion voire régulation ou même un manque de capacités à encadrer, respecter et mieux prendre en compte les considérations environnementales et sociales dans le développement de l'activité minière ; entraînant inéluctablement des pertes économiques pour l'Etat telle qu'il ressort de l'étude réalisée en 2019 par la DMJ dans le cadre de Publish What You Pay sur la fraude environnementale dans la mine.

Pour aider les Etats africains à répondre à ces préoccupations socio-environnementales, en 2009, les gouvernements des pays africains ont adopté une Vision Minière Africaine qui promeut « **une exploitation transparente, équitable et optimale des ressources minérales apte à sous-tendre une croissance durable et un développement socio-économique généralisés** ». Elle est assortie d'objectifs à atteindre dans les sept domaines clés que sont : (1) le régime fiscal et gestion des revenus, (2) les Systèmes d'information géologique et minérale, (3) le Renforcement des capacités humaines et institutionnelles, (4) la Mine artisanale et à petite échelle, (5) la Gouvernance du secteur minéral, (6) les liens, investissements et diversification, et (7) les questions environnementales et sociales.

La réalisation de ces objectifs permettrait ainsi aux Etats, et en l'espèce au Cameroun d'accroître la contribution du secteur minier

dans son développement et sa croissance endogène. Dès lors qu'une précédente étude du CRADEC a porté sur le 1<sup>er</sup> pilier (régime fiscal et gestion des revenus), l'action présente porte un intérêt particulier au 7<sup>ème</sup> pilier relatif aux questions environnementales et sociales.

### **Que proposons-nous de faire pour contribuer à l'amélioration de cette situation ?**

La promotion de la mise en œuvre du principe de la responsabilité environnementale et sociale de la Vision Minière Africaine (VMA) dans les projets miniers au Cameroun.

### **Comment comptons-nous y arriver ?**

A travers :

- Une étude d'évaluation relative à l'intégration du principe de la responsabilité environnementale et sociale de la VMA dans les projets miniers au Cameroun au regard des Standards environnementaux, sociaux, professionnels, sécuritaires et sanitaires ainsi qu'aux ODD ;
- L'organisation des fora miniers de discussion mettant particulièrement en avant les riverains ;
- La vulgarisation du nouveau code minier et l'ensemble des outils qui permettront à ces locaux de participer à la surveillance environnementale des projets miniers.

### **Pour quel(s) résultat(s)**

- La disponibilité d'une étude ayant des propositions contribuant à un secteur minier plus responsable ;
- La création d'espaces d'expression des populations locales, de sorte à impulser des changements de pratiques et politiques qui encadrent le secteur minier camerounais ;
- L'amélioration de la participation

citoyenne à la gestion du secteur minier du fait du renforcement de leurs capacités.

### **1.1. B.2 La contribution des OSC dans la stratégie de mise en œuvre des ODD au Cameroun : Quelle valeur ajoutée ?**

L'orateur relève que la stratégie de mise en œuvre des ODD n'est pas une innovation, mais qu'elle vient simplement rejoindre celle mise en place pour les OMD, dont le cadre s'aligne avec l'agenda mondial et le souci d'une appropriation par les populations.

Conformément au concept du projet, cette situation appelle urgemment à une optimisation de la mobilisation des ressources domestiques, un renforcement du système de passation des marchés publics, la promotion de la mise en œuvre du principe de la responsabilité environnementale et sociale dans l'exploitation minière et enfin le renforcement du système de suivi et de communication sur la gestion publique.

En se positionnant comme acteur clé de la mise en œuvre des ODD, dans ce sens qu'elle peut notamment ;

Influencer la prise de décision des acteurs étatiques en faveur de la bonne gouvernance ;

Aider à intégrer dans un fil conducteur unique du développement durable ;

Faciliter le débat public sur la bonne gouvernance budgétaire ;

Contribuer à la génération, présentation et renseignement partant informer clairement sur les attentes et le niveau de satisfaction ;

Fournir à côté des services publics de l'Etat, d'importantes compétences sur les questions de développement socioéconomique.

### **Quelques résultats**

Création d'une plate-forme nationale commune de travail et de collaboration

(PCTC) pour les ODD ;

Adoption d'une charte d'engagement des OSC pour les ODD ;

Mises en place de plates-formes spécifiques gouvernements-OSC pour un dialogue institutionnalisé sur les ODD (MINREX et CONSUPE) ;

Projet de concept pour un cadre de supervision, de suivi et de redevabilité pour les ODD ;

Etablissement d'un lien structurel entre les processus d'évaluation des ODD...

Survientra la phase des échanges entre les panelistes et les participants. Les questions sont prises en séries de trois, le participant étant priés de se présenter pour faciliter le travail de l'équipe de rapportage. Voici ce qui a été dit dans le second panel :

Question	Réponse
Quel est la contribution et l'implication des communes dans le projet pour lutter contre l'exploitation minière ?	Bien que les communes aient des limites sur leurs droits et attentes, elles seront d'abord outillées avant de les impliquer dans la mise en œuvre de l'action et particulièrement en ce qui concerne l'activité minière au Cameroun. Cependant, elles restent l'acteur majeur pour la mise en œuvre des actions de développement
Quelle est la place qui est réservées aux communes dans l'implémentation du projet sur le terrain ?	La commune est l'unité administrative et communautaire de la politique de développement local. Au tant elle joue un rôle dans l'exécution du BIP, autant elle est l'acteur témoin et victime dans la plupart des cas de l'exploitation minière. Sous ces deux angles, la commune jouera un grand rôle dans la mise en œuvre de l'action.
Est-ce que les populations savent ce que c'est les ODD ?	Les populations ne sont pas éduquées à ce sujet, par conséquent le projet vise à les informer, former sur les ODD et les différents outils de mise en oeuvre. En outre, des échanges et dialogues auront lieu entre les municipalités et les autres parties prenantes.

# 3. Synthèse /Recommandations /Conclusion

## 1.1. Synthèse

A la fin de l'atelier de lancement de l'action, il est important de retenir les points ci-après

L'activité a bénéficié d'un soutien remarquable du gouvernement, à travers la présidence de la cérémonie officielle par Madame le Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé du Contrôle Supérieur de l'Etat, accompagnée d'une forte délégation de son cabinet. Ce soutien institutionnel renforce la collaboration entre les OSC et le CONSUPE dans le cadre de la Plateforme spécifique mise en œuvre pour la mise en œuvre des ODD au Cameroun, avec une priorité sur la gouvernance dans les finances publiques. En lien avec le projet du Consortium, cette plateforme promeut la prévention des atteintes à la fortune publique qui vient changer le paradigme d'intervention du CONSUPE dans la lutte contre la corruption au Cameroun.

La participation des acteurs de développement, tant des administrations publiques que des acteurs non étatiques a généré des développements de connaissances sur les thématiques de l'action ainsi que des partages d'expériences sur des questions brûlantes à l'instar du phénomène des flux financiers illicites, les marchés publics et la lutte contre la corruption, l'impact de l'exploitation minière sur les communautés riveraines des sites d'exploitation, etc. Il est tout aussi important de saluer la présence de la Chambre des Comptes de la Cour suprême qui a expliqué son souci d'approche de proximité avec les

OSC dans la réalisation de ses missions. Il en est de même pour le MINMAP qui a manifesté son désir d'accompagner l'action dans sa mise en œuvre.

Les CTD par l'entremise de trois maires élus ont marqué leur présence et leur préoccupation est de bien connaître leur rôle dans le projet d'une part, et par ailleurs ils entendent que les activités de l'action produisent des outils et mécanismes qui leur permettent de mieux gérer leur commune et qui par l'occasion assurent une gestion transparente et efficace de la fortune publique.

Les médias de la presse écrite et cybernétique, la télévision, la radio auront été les plus nombreux. Comme à l'accoutumée, ils ont brillé par la recherche de l'information tant du côté du Consortium que du côté des administrations et particulièrement du CONSUPE et des CTD pour alimenter leurs colonnes et salles de rédaction.

Nous saurions ignorer les OSC qui étaient en très grand nombre et dont l'adhésion à l'action est acquise, mais éprouvent des doutes sur la capacité du projet à contribuer de manière conséquente au changement dans la gouvernance budgétaire au regard de la mentalité au Cameroun, en rapport avec la gestion de la fortune publique.

Pour finir nous dirons que le comité de pilotage a tenu le parti de l'organisation avec succès de l'atelier de lancement de l'action.

Mais, il y'a eu des zones d'ombre notamment dans le rapportage où les uns et les autres n'ont pas joué leur rôle. De même que la logistique de l'hôtel présente quelques d'obsolescence.

## **1.2. Recommandations**

Au terme de cet atelier de lancement, nous recommandons au comité de pilotage de l'action :

Veiller de manière particulière à la relation avec le CONSUPE en lien avec la mise en œuvre de l'action ;

Formuler une stratégie de partenariat avec le Parlement ;

Réexamine toutes les questions et les réponses apportées pour pouvoir affiner les activités y relatives en rapport avec l'action ;

Concrétiser les partenariats avec le MINMAP et la Chambre des Comptes de la Cour suprême et considérer la position

du MINDEL ;

Analyser de manière approfondie les causes axes thématiques questions d'appréhender la solution dans la globalité.

## **1.3. Conclusion**

L'atelier de lancement de l'action qui a démarré à onze (11) heures s'est achevé vers quinze (15) heures avec une heure de retard sur le programme. Le consortium a atteint largement les objectifs qu'il s'est fixé à ce niveau.

Le projet suscite de nombreux espoirs auprès de toutes les parties prenantes et de toutes les couches sociales, le consortium gagnerait à mieux cerner les intérêts des uns et des autres pour rendre l'interaction beaucoup plus productive et faire de tous des partenaires à l'action.

# 1. Annexes

1.1. Mot de bienvenue du PCA du CRADEC

1.2. Introduction à la connaissance du projet par le Directeur Exécutif du CRADEC

1.3. Discours d'ouverture de l'atelier par Mme le Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé du CONSUPE

1.4. Communication thématique sur : Lutte contre les FFI : Enjeux et Défis de la vision 2035

1.5. Communication thématique sur :

Comment ouvrir les données de la commande publique dans un contexte de dématérialisation du secteur des marchés au Cameroun ?

1.6. Communication thématique sur : Exploitation minière et impacts environnementaux et sociaux sur les communautés riveraines : A qui profite la ressource ?

1.7. Communication thématique sur : La contribution des OSC dans la stratégie de mise en œuvre des ODD au Cameroun : Quelle valeur ajoutée ?

1.8. Liste des participants à l'atelier

# Liste de présence

COOPERATION CAMEROUN - UNION EUROPEENNE  
CAMEROON - EUROPEAN UNION COOPERATION



Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)  
Montée Zoé, Immeuble Express Union, B.P.: 7199  
YAOUNDE - CAMEROUN

Fixe: +237 222 232 164  
Mobile: +237 677 768 548 - 674 907 447  
Email: ascradec@yahoo.com



## FICHE DE PRESENCE

Objet: ..... Atelier de Lancement Solennel de l'Action Intitulée « Renforcement de Gouvernance Budgétaire pour la Fourniture des Services de Base Durable dans le Respect de la Préservation de l'Environnement » subventionnée par l'UE au Cameroun.

Date et Lieu: ..... du 29 mai 2019 à l'hôtel Mérima de Yaoundé.....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	ADRESSE	SIGNATURE
1	O BATE Jean-Roger	Yolé	ICARBP	B.P.: 6604 Tél: 699612881 Email:	
2	Ngbwu Melouba Jobe	Yolé	CEA/ARMP	B.P.: 6604 yolé Tél: 697309207 Email: jobe.parc@hotmai.fr	
3	NGALIM Eugénie	-/de	CAMYSOF	B.P.: 677329361 Tél: 694100000 Email: ngalim@camysof.com	
4	Nyontgen Armand	Yolé	Leopold AV	B.P.: 673239404 Tél: Email:	
5	Eric Martial Nijom E	Yaoundé	Radio Campus UNU	B.P.: 695032559 Tél: 695032559 Email: jomart.ric@yahoo.fr	
6	AYEE Jacques	Yolé	RINMAP	B.P.: Tél: 242001696 Email: ayee.jacques@hotmai.com	
7	PENKEN ELISABETH	Yolé	AGAGES CAFAGB	B.P.: 75604 Tél: 677970921 Email: cafagbmail@gmail.com	

ADIN: tel : 677 747 828;  
mail: maritsou@yahoo.com

AFROLEADERSHIP  
Tel: 699 997 093 - 222 311 28  
mail:afroleadership.org

DMJ  
Caroline CLARE-VANNE  
Tel: 242 04 51 64 - 670 244 740  
BP 31 504 Yaoundé, email: dmj@dmj.cm

Transparency Cameroon;  
Tel: 690 98 84 86.  
mail: lucain.nyasss@ti-cameroon.org



COOPERATION CAMEROUN - UNION EUROPEENNE  
CAMEROUN - EUROPEAN UNION COOPERATION

Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)  
Montée Zoé, Immeuble Express Union, B.P. 7199  
YAOUNDE - CAMEROUN



Fixe : +237 222 232 164  
Mobile: +237 677 768 548 - 674 907 447  
Email: ascradec@yahoo.com



**FICHE DE PRESENCE**

**Objet :** ..... Atelier de Lancement Solennel de l'Action Intitulée « Renforcement de Gouvernance Budgétaire pour la Fourniture des Services de Base Durable dans le Respect de la Préservation de l'Environnement » subventionnée par l'UE au Cameroun.....

**Date et Lieu :** ..... du 29 mai 2019 à l'hôtel Mérida de Yaoundé.....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	ADRESSE	SIGNATURE
8	Solomon Tembong	Yaoundé	The Guardian Post newspaper	B.P.: Tél: 674354872 Email: solomon@guardianpost.com	
9	Apelinaire E PANIHA	COUVÉSUIPE	CONSUIPE	B.P.: Tél: 699536621 Email: apelinaire@consuipe.com	
10	Josiane Ondombé Yaoundé	Yaoundé	Association de l'Economie	B.P.: Tél: 656632422 Email:	
11	NANA KENNETH TOH	Yaoundé	-	B.P.: Tél: 670349627 Email: nana.kenneth@yale.com	
12	DJAVANG WILLY	DJE	CERAD	B.P.: Tél: 691507990 Email: djavangwilly@gmail.com	
13	Tatoung RELIEUSE	YDE	DIAPFISON	B.P.: Tél: 656417852 Email: tatoung@diapfison.com	
14	MATANENISOYA FATIMATILOU	Yde	MINAS	B.P.: Tél: 692540121 Email:	

ADIN, tél : 677 747 828;  
mail: martsou@yahoo.com



AFROLEADERSHIP  
Tél: 699 997 093- 222 311 28  
mail: afroleadership.org



DMJ  
Caroline Claire VANKEP  
Tél: 242 04 51 64 - 670 244 740  
BP 31 564 Yaoundé, email: dmj@dmjcm.org



Transparency Cameroon,  
Tél: 690 98 84 86,  
mail: lucain.nyassi@ti-cameroon.org

COOPERATION CAMEROUN - UNION EUROPEENNE  
CAMEROON - EUROPEAN UNION COOPERATION



Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)  
Montée Zoé, Immeuble Express Union, B.P.: 7199  
YAOUNDE - CAMEROUN



Fixe: +237 222 232 164  
Mobile: +237 677 768 548 - 674 907 447  
Email: ascradec@yahoo.com

**FICHE DE PRESENCE**

Objet : ..... Atelier de Lancement Solennel de l'Action Intitulée « Renforcement de Gouvernance Budgétaire pour la Fourniture des Services de Base Durable dans le Respect de l'Environnement » subventionnée par l'UE au Cameroun.....  
Date et Lieu : ..... du 29 mai 2019 à l'hôtel Mérida de Yaoundé.....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	ADRESSE	SIGNATURE
15	NGO NEUMBOUS Cecilie jeannele Isoline	Yaoundé	Journal EcoMatin	B.P.: Tél: 65520704 Email: cecilie.neumbous@gmail.com	cm tp
16	SOUGA PAPAÏT	CATV TV	CATV TV	B.P.: Tél: 695 45 74 62	
17	EYEBE VICTOR ARNAUD	Yaoundé		B.P.: Tél: 673739816	
18	SH EKINH SA GAS JEANNINE SERAPHINE	Yaoundé	CANDEC	B.P.: Tél: 671947318 Email: seraphine.sagas@candec.cm	
19	OUOUNOU THOMAS	Danda	ADIN	B.P.: Tél: 697777109 Email: T.ouounou@adin.org	
20	EKANGA NANG Jean Claude	Bertong	APROBATS	B.P.: Tél: 696146315 Email: aprobat@hitec.org	
21	LAENG KIZITO GAHGHANTIN	YAOUNDE	Chambre des Comptes	B.P.: 67 Tél: 675420719 Email: Kizito@chambre.com	



AFROLEADERSHIP  
ADIN, tél: 677 747 828;  
mail: martsou@yahoo.com



AFROLEADERSHIP  
Tél: 699 997 093- 222 311 28  
mail: afroleadership.org



DIMJ  
Caroline Claire VANKEP  
Tel: 242 04 51 64 - 670 244 740  
BP 31 564 Yaoundé, email: dmj@dmjcm.org



Transparency Cameroon,  
Tél: 690-98 84 86,  
mail: lucain.nyassi@ti-cameroun.org



COOPERATION CAMEROUN - UNION EUROPEENNE  
CAMEROON - EUROPEAN UNION COOPERATION

Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)  
Montée Zoé, Immeuble Express Union, B.P.: 7199  
YAOUNDE - CAMEROUN



**FICHE DE PRESENCE**

Objet : ..... Atelier de Lancement Solennel de l'Action Intitulée « Renforcement de Gouvernance Budgétaire pour la Fourniture des Services de Base Durable dans le Respect de la Préservation de l'Environnement » subventionnée par l'UE au Cameroun.....  
Date et Lieu : ..... du 29 mai 2019 à l'hôtel Mérida de Yaoundé.....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	ADRESSE	SIGNATURE
2	NGUINI ATANGANA PHILIBERT	MBANKOMO	CRADEC	B.P.: 7199 Tél: 677 92 22 10 Email: nguini@yahoo.fr	
23	Bouba Jacob	Yaoundé	CRADEC	B.P.: 7199 Tél: 677 90 7447 Email: bouba@yahoo.fr	
24	Bissou Michel	Yaoundé	ITIE Cmr	B.P.: Tél: 662.16.87.67 Email: mmbissou@gmail.com	
25	Shubika Binla Sylvanus	Yaoundé	CAMB P-CAM	B.P.: 55615 Tél: 699 83 97 22 Email: shulika2000@yahoo.com	
				B.P.: Tél: Email:	
				B.P.: Tél: Email:	
				B.P.: Tél: Email:	

ADIN, tél : 677 747 828;  
mail: martsou@yahoo.com

AFROLEADERSHIP  
Tél: 699 997 093- 222 311 28  
mail: afroleadership.org

DMJ  
Caroline Claire WANKEP  
Tel: 242 04 51 64 - 670 244 740  
BP 31 564 Yaoundé, email: dmj@dmjcm.org

Transparency Cameroon,  
Tél: 690 98 84 86,  
mail: lucaïn.nyassi@ti-cameroun.org



COOPERATION CAMEROUN - UNION EUROPEENNE  
CAMEROON - EUROPEAN UNION COOPERATION

Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)  
Montée Zoé, Immeuble Express Union, B.P.: 7199  
YAOUNDE - CAMEROUN



Fixe : +237 222 232 164  
Mobile: + 237 677 768 548 - 674 907 447  
Email: ascradec@yahoo.com



**FICHE DE PRESENCE**

**Objet :** ..... Atelier de Lancement Solennel de l'Action Intitulée « Renforcement de Gouvernance Budgétaire pour la Fourniture des Services de Base Durable dans le Respect de la Préservation de l'Environnement » subventionnée par l'UE au Cameroun.....

**Date et Lieu :** ..... du 29 mai 2019 à l'hôtel Mérina de Yaoundé.....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	ADRESSE	SIGNATURE
26	Mme le Ministre Conq	Yaoundé	CONSUPE	B.P.: Tél: 675955355 Email:	
27	MBOUTOU ZE	Yaoundé	CONSUPE	B.P.: Tél: 677488833 Email:	
28	Jean MPOALUK MBALLA	Yaoundé	CRADEC	B.P.: 7199 Tél: 677768148 Email: mballemballa2001@yahoov.fr B.P.: Tél: Email: B.P.: Tél: Email: B.P.: Tél: Email: B.P.: Tél: Email:	



AFROLEADERSHIP  
Téli: 699 997 093 - 222 311 28  
mail: afroleadership.org



DMJ  
Caroline Claire YANKPE  
Téli: 242 04 51 64 - 670 244 740  
BP 31 564 Yaoundé, email: dmj@dmjcm.org



Transparency Cameroon,  
Téli: 690 98 84 86,  
mail: lucain.nyassi@ti-cameroun.org

COOPERATION CAMEROUN - UNION EUROPEENNE  
CAMEROON - EUROPEAN UNION COOPERATION

Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)  
Montée Zoé, Immeuble Express Union, B.P.: 7199  
YAOUNDE - CAMEROUN



Fixe : +237 222 232 164  
Mobile: + 237 677 768 548 - 674 907 447  
Email: ascradec@yahoo.com



**FICHE DE PRESENCE**

**Objet :** ..... Atelier de Lancement Solennel de l'Action Intitulée « Renforcement de Gouvernance Budgétaire pour la Fourniture des Services de Base Durable dans le Respect de l'Environnement » subventionnée par l'UE au Cameroun.....  
**Date et Lieu :** ..... du 29 mai 2019 à l'hôtel Mérida de Yaoundé.....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	ADRESSE	SIGNATURE
29	NTOUNGBA André	Yaoundé	COSA BER	B.P.: 1403 Tél: 677 32 62 29 Email: Ntombakof@yahoo.com	
30	MINSTAK Aristide	Yaoundé	CONCEPE	B.P.: Tél: 697 39 35 87 Email: aristidepinstak@yahoo.com	
31	AISTONG Jean de Dieu	Yaoundé	AUF	B.P.: Tél: 691030590 Email: jehimonged@yahoo.com	
32	Daniël Denda	Yaoundé	Journales de Magie fm	B.P.: Tél: 694 910-774 Email: touteschancesgénéral@yahoo.com	
33	MBO PIETOUO NIOLÉ-A	Yaoundé	S.o.P.	B.P.: Tél: 695-45-59-62 Email: mboniolo@yahoo.com	
34	NEKONCOMBATA	Yaoundé	CIFC	B.P.: Tél: 656 892 73	
35	MBALLA BRICE	Yaoundé	CRADEC	B.P.: Tél: 657-70-76-78 Email: briceballa@yahoo.com	



DMJ  
Caroline Claire YANKEP  
Tél: 242 04 51 64 - 670 244 740  
BP 31 564 Yaoundé, email: dmj@dmjcm.org



AFROLEADERSHIP  
Tél: 699 997 093- 222 311 28  
mail: afroleadership.org



ADIN, tél : 677 747 828;  
mail: martsou@yahoo.com



Transparency Cameroon,  
Tél: 690 98 84 86,  
mail: lucain.nyassi@ti-cameroun.org



# CAMEROON - EUROPEAN UNION COOPERATION

Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)  
Montée Zoé, Immeuble Express Union, B.P.: 7199  
YAOUNDE - CAMEROUN



Fixe : +237 222 232 164  
Mobile: + 237 677 768 548 - 674 907 447  
Email: ascradec@yahoo.com

## FICHE DE PRESENCE

Objet : ..... Atelier de Lancement Solennel de l'Action Intitulée « Renforcement de Gouvernance Budgétaire pour la Fourniture des Services de Base Durable dans le Respect de l'Environnement » subventionnée par l'UE au Cameroun.....

Date et Lieu : ..... du 29 mai 2019 à l'hôtel Mérida de Yaoundé.....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	ADRESSE	SIGNATURE
26	Draissila Mukosso Iba	Yaoundé	CRV Radio	B.P.: Tél: 67701978 Email: draissila.jobe@gmail.com	
37	Fritz Bayamack	Yaoundé	CRV Radio	B.P.: Tél: 696794803 Email:	
38	Joseph Bernard	Yolè	PWY Camero	B.P.: Tél: 677154796 Email: benonkmo@yahoo.fr	
39	Clément NOUNBI	Protstant voice Roudou 905.2	Yaoundé	B.P.: Tél: 679 83084 Email: 699 66 9681	
40	Jonas Abena Foude	YAOUNDE	Agriking.net	B.P.: Tél: 69760833L Email: yabonmas@yahoo.fr	
41	Jean Klouc TATEE SAGOUAH	YAOUNDE	ONG MILEMBA = MIPUS	B.P.: Tél: 699 41330 Email: orgmillemba@yahoo.fr	
42	Danjie Joseph	Yolè	Nediyano	B.P.: Tél: 677561714 Email: africana@yahoo.fr	

ADIN, tél : 677 747 828;  
mail: martsou@yahoo.com

AFROLEADERSHIP  
Tél: 699 997 093- 222 311 28  
mail: afroleadership.org

DMJ  
Caroline Claver VANCE  
Tél: 242 04 51 64 - 670 244 740  
BP 31 564 Yaoundé, email: dmj@dmj.cm.org

Transparency Cameroon  
Tel: 690 98 84 86.  
mail: lucain.nyassi@ti-cameroon.

COOPERATION CAMEROUN - UNION EUROPEENNE  
CAMEROUN - EUROPEAN UNION COOPERATION

Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)  
Montée Zoé, Immeuble Express Union, B.P.: 7199  
YAOUNDE - CAMEROUN



Fixe : +237 222 232 164  
Mobile: + 237 677 768 548 - 674 907 447  
Email: ascradec@yahoo.com



**FICHE DE PRESENCE**

Objet : ..... Atelier de Lancement Solennel de l'Action Intitulée « Renforcement de Gouvernance Budgétaire pour la Fourniture des Services de Base Durable dans le Respect de l'Environnement » subventionnée par l'UE au Cameroun.....

Date et Lieu : ..... du 29 mai 2019 à l'hôtel Mérima de Yaoundé.....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	ADRESSE	SIGNATURE
46	ÉTOGA ERIC	YAOUNDE	DMJ	B.P.: 699515616 Tél.: Email: ericn@yahoo.fr	
47	Jaké Bidzanga	YAOUNDE	VoAfrica	B.P.: 67950308 Tél.: Email: jakelbidzanga@gmail.com	
48	TINA FAI	YAOUNDE	VoAfrica	B.P.: Tél.: 654368834 Email: tinafai@voafrica.com	
49	ONIE BINDZI T. D	Yaoundé	MINFOP	B.P.: 7766 Tél.: 691102213 Email: dcmille1986@gmail.com	
50	LOMANG-GEORGES	JAOUNDE	MINDEVEL	B.P.: Tél.: 694060838 Email:	
51	FLORIS DSEMBA	BOUYA LA	LA Matweek	B.P.: Tél.: 695083635 Email: florisdsemba@matweek.cm	
52	KENGNE FASCAL	Yaoundé	ADIN	B.P.: Tél.: 699609031 Email: kengne.fascal@adin.cm	

ADIN, tél : 677 747 828;  
mail: martsou@yahoo.com



AFROLEADERSHIP  
Tél: 699 997 093- 222 311 28  
mail: afroleadership.org



DMJ  
Caroline Claire VANKEP  
Tél: 242 04 51 64 - 670 214 740  
BP 31 564 Yaoundé, email: dmj@dmjcm.org



Transparency Cameroon  
Tél: 690 98 84 86,  
mail: lucain.nyassi@ti-cameroun.org



**FICHE DE PRESENCE**

Objet: ..... Atelier de Lancement Solennel de l'Action Intitulée « Renforcement de Gouvernance Budgétaire pour la Fourniture des Services de Base Durable dans le Respect de la Préservation de l'Environnement » subventionnée par l'UE au Cameroun.

Date et Lieu : ..... du 29 mai 2019 à l'hôtel Mérida de Yaoundé.

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	ADRESSE	SIGNATURE
53	MBAHI Thebe Eucapil	Yaoundé	PECATSE	B.P.: 12708 YAE Tél: 694538911 Email: mbahithebe@journaldm.com	
54	KUENZOB Duplex	Yaoundé	DMJ	B.P.: 31564 Yaoundé Tél: 677685512 Email: Kduplex@yahoofr	
55	Carole AMBASSA	Yaoundé	JOURNAL ECHOS SANTE	B.P.: Tél: 699151751 Email: Carole.kambassa@yahoo.com	
56	ONHOA ZAKRO Ilainis	MBANKOLO	GRADEC	B.P.: Tél: 694941557/6555616 Email: zakroonho@yahoofr	
57	NGUECE J-MARIE	YAOUNDE	MARIE	B.P.: Tél: Email:	
58	Steve Gabin Gueha	Yaoundé	VOIXAFRICA TELEVISION	B.P.: Tél: 691036003 Email:	
59	CHEKOUA Iusha	Benhou	FODER	B.P.: Tél: 67703173 Email:	



COOPERATION CAMEROUN - UNION EUROPEENNE  
CAMEROON - EUROPEAN UNION COOPERATION

Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)  
Montée Zoé, Immeuble Express Union, B.P.: 7199  
YAOUNDE - CAMEROUN



Fixe: +237 222 232 164  
Mobile: +237 677 768 548 - 674 907 447  
Email: ascradec@yahoo.com



**FICHE DE PRESENCE**

**Objet:** ..... Atelier de Lancement Solennel de l'Action Intitulée « Renforcement de Gouvernance Budgétaire pour la Fourniture des Services de Base Durable dans le Respect de la Préservation de l'Environnement » subventionnée par l'UE au Cameroun.....

**Date et Lieu:** ..... du 29 mai 2019 à l'hôtel Mérina de Yaoundé.....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	ADRESSE	SIGNATURE
60	Robert Njinyim	Conseil	Conseil	B.P.: Tél: 698668395 Email:	
61	Ngondy Nkolonde	Conseil	Conseil	B.P.: Tél: 695533615 Email:	
62	Mme MEKONGO Blandine	Chambre des Comptes - Cou Suprême	Chambre des Comptes	B.P.: Tél: 696879449 Email: blondinemebongor@gmail.com	
63	SIMEU Francis	Transparency Int'l - Cameroon	TI - Cameroon	B.P.: Tél: 675163868 Email: francisimeu@yahoo.fr	
64	NKE JOSEPH ANICET	Stade - AFRO	AFROLEADERSHIP	B.P.: 16260 Tél: 698045808 Email: nymphephrance@gmail.com	
65	FOUDA THEODORE	Plateforme Convergence	ASCORYLE	B.P.: Tél: 675769020 Email: davidandoungor@yahoo.fr	
66	MEGUESSIN Roxolie	Coordinative A-A-CP Associat- pour l'apnet amho gausse nare yaounde	A-A-CP yaounde	B.P.: Tél: 67136507 Email: Roxolie.meguessin@yahoo.fr	

ADIN, tél : 677 747 828;  
mail: martsou@yahoo.com



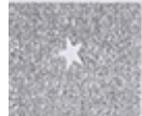
AFROLEADERSHIP  
Tel: 699 997 093- 222 311 28  
mail: afroleadership.org



DMJ  
Caroline Claire YANKEP  
Tel: 242 04 51 64 - 670 244 740  
BP 31 564 Yaoundé, email: dmj@dmj.cm.org



Transparency Cameroon,  
Tél: 690 98 84 86,  
mail: lucain.nyassi@ti-cameroun.org



**FICHE DE PRESENCE**

**Objet :** .....Atelier de Lancement Solennel de l'Action Intitulée « Renforcement de Gouvernance Budgétaire pour la Fourniture des Services de Base Durable dans le Respect de la Préservation de l'Environnement » subventionnée par l'UE au Cameroun.....

**Date et Lieu :** .....du 29 mai 2019 à l'hôtel Mérida de Yaoundé.....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	ADRESSE	SIGNATURE
67	Bela Tchoungui	Yaoundé	CONSUPE	B.P.: 699 353 493 Tél: 699 353 493 Email: ybelatchoungui@yahoo.fr	Bela Tchoungui
68	KENTACK SODJIO ALAIN YVES VINCENT	YAOUNDE	MINMIDI	B.P.: 696-44-54-59 Tél: 696-44-54-59 Email: kenabainmido@yahoo.fr	Yves Vincent
69	MBIATSO YINGNIA THEODORE	YAOUNDE	Easth Service AFRICA	B.P.: 693992061 Tél: 693992061 Email: mbiatso@easthmail.com	Theodore Mbiatso
70	Sérôme François	Yaoundé	Canal 24TV	B.P.: 670 287 156 Tél: 670 287 156 Email: ...	Sérôme François
71	Louis FOGUEN	Yaoundé	Canal 24TV	B.P.: 693 559 712 Tél: 693 559 712 Email: ...	Louis Fouguen
72	Charles Linjap	Yaoundé	Investment Ketch	B.P.: 677 397 870 Tél: 677 397 870 Email: ...	Charles Linjap
73					

ADIN, tél : 677 747 828;  
mail: martsou@yahoo.com



AFROLEADERSHIP  
Tél: 699 997 093- 222 311 28  
mail:afroleadershp.org



DMJ  
Caroline CLARE WANKP  
Tél: 242 04 51 64 - 670 244 240  
BP 31 564 Yaoundé, email: dmj@dmjcm.org



Transparency Cameroon,  
Tél: 690 98 84 86,  
mail: lucain.nyassi@ti-cameroon.



COOPERATION CAMEROUN - UNION EUROPEENNE  
CAMEROUN - EUROPEAN UNION COOPERATION

Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)  
Montée Zoé, Immeuble Express Union, B.P. 7199  
YAOUNDE - CAMEROUN

Fixe : +237 222 232 164  
Mobile: +237 677 768 548 - 674 907 447  
Email: ascradec@yahoo.com



**FICHE DE PRESENCE**

Objet: ..... Atelier de Lancement Solennel de l'Action Intitulée « Renforcement de Gouvernance Budgétaire pour la Fourniture des Services de Base Durable dans le Respect de la Préservation de l'Environnement » subventionnée par l'UE au Cameroun.

Date et Lieu: ..... du 29 mai 2019 à l'hôtel Mérida de Yaoundé.

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	ADRESSE	SIGNATURE
74	OWONA Willy	Douala	AM7	B.P.: Tél: 678 302 544 Email:	
75	SBERGE	YAOUNDE	DUF	B.P.: Tél: Email:	
76	ZOH, Bodjehiny	Yaoundé	Presse	B.P. 19999 8559 Tél: Email:	
77	DR. ENGON Themy	Bertoua	MINIMIST	B.P.: Tél: 69525 1482 Email:	
78	ESAMBE Lwms N	Yaounde	AGNR	B.P.: Tél: 678137733 Email: leSambel@yahoo.com	
79	KOME COURAP K.	Yaounde	AGUR	B.P.: Tél: 682 493030 Email:	
80	FONBAN EMMANUEL	YAOUNDE	ITE HORIZON	B.P.: Tél: 677774546 Email: fontbannmami@yahoo.com	

ADIN, tél : 677 747 828;  
mail: martsou@yahoo.com



AFROLEADERSHIP  
Tél: 699 997 093- 222 311 28  
mail: afroleadership.org



DMJ  
Caroline Claire VANKEP  
Tél: 242 04 51 64 - 670 244 740  
BP 31 564 Yaoundé, email: dmj@dmj.cm.org



Transparency Cameroon,  
Tél: 690 98 84 86,  
mail: luca.in.nyassi@ti-cameroun.org

COOPERATION CAMEROUN - UNION EUROPEENNE  
CAMEROON - EUROPEAN UNION COOPERATION

Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)  
Montée Zoé, Immeuble Express Union, B.P.: 7199  
YAOUNDE - CAMEROUN



Fixe : +237 222 232 164  
Mobile: + 237 677 768 548 - 674 907 447  
Email: ascradec@yahoo.com



**FICHE DE PRESENCE**

Objet : ..... Atelier de Lancement Solennel de l'Action Intitulée « Renforcement de Gouvernance Budgétaire pour la Fourniture des Services de Base Durable dans le Respect de la Préservation de l'Environnement » subventionnée par l'UE au Cameroun.....

Date et Lieu : ..... du 29 mai 2019 à l'hôtel Mérina de Yaoundé.....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	ADRESSE	SIGNATURE
81	Annette dinga	yaounde	global infos news 3-EM	B.P.: 666699179 Tél: 675 14 35 45 Email: dingaesslice@yahoo.fr	
82	Martin ngagne	Yole	la voix des décideurs	B.P.: 693516777 Tél: 675 14 35 45	
83	NKONBE NKOUISE	BERTOUA	GIE/E-S-T	B.P.: 695904255 Tél: 675 14 35 45 Email: nkonbe@yohou.be	
84	KoumTOUNGA Jephthé	Yaoundé	ONG CARREA	B.P.: 20208 y de Tél: 675 14 35 45 Email: Jephthé.koum@yohou.fr	
85	Josephine Yelang Changbuen	Souea	NGO FASENEV	Tél: 690222267 Email: josephiney@yohou.fr	
86	Dieudonné DAY ZAL	ATOK	FOUNTE el ATOK	B.P.: jmbuil.com Tél: 67772551 Email: dieudonne@yohou.fr	
87	ABDOULLAH ALI HADJI MAH ATAI ALCAHINE	YAOUNDE	CADERLAP. PAR	B.P.: 677534523 Email: abdou@yohou.fr	

ADIN, tél : 677 747 828;  
mail: martsou@yahoo.com

Afrol Leadership  
Tél: 699 997 093- 222 311 28  
mail:afroleadership.org



DMJ  
Caroline Claire YANKPE  
Tél: 242 04 51 64 - 670 244 740  
BP 31 364 Yaoundé, email: dmj@dmjcm.org



Transparency Cameroon,  
Tél: 690 98 84 86,  
mail: lucaim.nyassi@ti-cameroun.org

COOPERATION CAMEROUN - UNION EUROPEENNE  
CAMEROUN - EUROPEAN UNION COOPERATION

Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)  
Montsee Zoe, Immeuble Express Union, B.P: 7199  
YAOUNDE - CAMEROUN

Fixe : +237 222 232 164  
Mobile: + 237 677 768 548 - 674 907 447  
Email: ascradec@yahoo.com



**FICHE DE PRESENCE**

Objet : ..... Atelier de Lancement Solennel de l'Action Intitulée « Renforcement de Gouvernance Budgétaire pour la Fourniture des Services de Base Durable dans le Respect de la Préservation de l'Environnement » subventionnée par l'UE au Cameroun.....

Date et Lieu : ..... du 29 mai 2019 à l'hôtel Mérida de Yaoundé.....

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	ADRESSE	SIGNATURE
88	LABA RAVELE Emmanuel	Yaoundé	BMS DESOIR	B.P.: Tél: 697475798 Email: emmanuelbmsdesoir@gmail.com	
89	BELOUKOR Samuel	Yde	Cameroun Trib	B.P.: Tél: 652296417 Email:	
90	NGORON FELIX	NINGAP	Yde	B.P.: Tél: 222233666 Email:	
91	NJAYA JERIN	Imeshi au CMC		B.P.: Tél: 651173112 Email:	
92	AKSA A. AUCIEL	Ngoulous Kouy	CMC Mangye Nykye	B.P.: 01 Tél: 699312001 Email: akaxaunicel@proton.fr	
93	MBANG Maie Belle	Yaoundé	Maie Belle Yde Ce-	B.P.: Tél: 670 376 69 75 Email: maiebelle@yahoofr	
94	Joseph Julien Duboua	Yaoundé	Intigobation	B.P.: Tél: 645087875 Email: jdupoua@proton.fr	

ADIN, tél : 677 747 828; mail: martsou@yahoo.com  
AFROLEADERSHIP, Tél: 699 997 093- 222 311 28, mail: afroleadership.org  
DMJ, Caroline Claire VANNEP, Tél: 242 04 51 64 - 670 244 740, Bp: 31 504 Yaoundé, email: dmj@dmjcm.org  
Transparency Cameroon, Tél: 690 98 84 86, mail: lucain.nyassi@ti-cameroun.org



COOPERATION CAMEROUN - UNION EUROPEENNE  
CAMEROON - EUROPEAN UNION COOPERATION

Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)  
Montée Zoé, Immeuble Express Union, B.P.: 7199  
YAOUNDE - CAMEROUN



Fixe : +237 222 232 164  
Mobile: + 237 677 768 548 - 674 907 447  
Email: ascradec@yahoo.com



**FICHE DE PRESENCE**

Objet : ..... Atelier de Lancement Solennel de l'Action Intitulée « Renforcement de Gouvernance Budgétaire pour la Fourniture des Services de Base Durable dans le Respect de la Préservation de l'Environnement » subventionnée par l'UE au Cameroun.

Date et Lieu : ..... du 29 mai 2019 à l'hôtel Méridia de Yaoundé.

N°	NOMS ET PRENOMS	LIEU DE PROVENANCE	ORGANISATION	ADRESSE	SIGNATURE
95	Aboubakar Modibo Amadou	Yaounde	CONSUPE	B.P.: 376 Tél: 661012102 Email:	
96	Naouba Ndjiri J. Pierre RESIPAT	Yaounde	RESIPAT	B.P.: J. P. Naouba Ndjiri @ yahoo.com Tél: 699 77 83 18 Email: J. P. Naouba Ndjiri @ yahoo.com	
97	ALEXI NYINGON	Yaounde	Lesus News	B.P.: Tél: 65457202 Email:	
98	ELVIRE NYINANG GALIN	Journaliste Lesus News CATV. TV.		B.P.: Tél: 68119013 Email:	
99	Natasha Lehman	ChTV - TV.		B.P.: Tél: Email:	
100	KEMKA Martin	Quotidien Epervier		B.P.: Tél: 695126458 Email: Kemka martin @ yahoo.fr	
101	MISA TERE LP.	CRTV TV		B.P.: Tél: 654219114 Email:	



ADIN, tél : 677 747 828;  
mail: martsou@yahoo.com



AFROLEADERSHIP  
Tél: 699 997 093- 222 311 28  
mail: afroleadership.org



DMJ  
Caroline Claire YANKEP  
Tél: 242 04 51 64 - 670 244 740  
BP 31 564 Yaoundé, email: dmj@dmjcm.org



Transparency Cameroon,  
Tél: 690 98 84 86,  
mail: lucain.nyassi@ti-cameroun.org

## Contacts Partenaires

- **Centre Régional Africain pour le Développement Endogène et Communautaire (CRADEC)**

Montée Zoé, Immeuble Express Union, B.P.: 7199 YAOUNDE - CAMEROUN

Fixe : +237 222 232 164 site web: [www.cradec.org](http://www.cradec.org) E-mail: [info@cradec.org](mailto:info@cradec.org)

- **Africa Development Interchange Network (ADIN)**

Adin World Center 1114 Street 3351 Melen (Face EMIA);

B.P.:16407 Yaoundé.

M. Thomas Roger OWOUNOU ; Secrétaire Exécutif

Tel : 677 77 81 04 - 699 92 81 69

Email : [t.owounou@adinetwork.org](mailto:t.owounou@adinetwork.org)

- **AfroLeadership**

Premier Etage, Immeuble face Camtel Biyem-Assi, Yaoundé.

M. Charlie Martial NGOUNOU ; Founder

BP: 16260 Yaoundé, Tel : 699 99 70 93 - 671 05 05 71,

Email : [cmngounou@gmail.com](mailto:cmngounou@gmail.com)

[info@afroleadership.org](mailto:info@afroleadership.org)

- **Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ)**

Caroline Claire YANKEP

Tel: 242 04 51 64 - 670 244 740

BP 31 564 Yaoundé,

email: [dmj@dmjcm.org](mailto:dmj@dmjcm.org)

- **Transparency International-Cameroon (TI-C)**

83, Rue 1839, Yaoundé II, Nouvelle Route Bastos,

B.P: 4562 Yaoundé.

M. Lucain NYASSI ; Directeur Exécutif.

Tel : 653 73 09 82 - 690 98 84 86

Email : [lucainyassi@ti-cameroon.org](mailto:lucainyassi@ti-cameroon.org) ou [lucainyasso@yahoo.fr](mailto:lucainyasso@yahoo.fr)